

Arabie saoudite : entre crise du Covid-19 et guerre des prix du pétrole

FATIHA DAZI-HÉNI

La crise sanitaire du Covid-19 et la guerre des prix du pétrole semblent indiquer que le royaume redevient un interlocuteur incontournable des grandes puissances. Les mesures rapides et fortes prises lors de la crise constituent une occasion pour Riyad de se montrer un État responsable et faire oublier sa réputation de paria.

La gestion de la crise du Covid-19 par les autorités saoudiennes s'insère dans le contexte d'une « guerre des prix » du pétrole dont l'impact économique international est d'autant plus retentissant. Avec son retour remarqué sur la scène internationale en raison de son rôle central dans cette « guerre » et sa présidence à la tête du G20 cette année, **Riyad se présente comme un acteur sur lequel il faut compter pour la gestion de la pandémie**. Les dirigeants gèrent la crise sanitaire, apparue dans le royaume le 2 mars 2020, selon trois niveaux : régional, local et national.

L'arrivée sur le trône du roi Salman, en janvier 2015, et l'introduction des réformes économiques de son fils Mohammed Bin Salman (MBS), choisi comme héritier à la suite d'une révolution de palais survenue le 22 juin 2017, interviennent au moment où la chute des prix pétroliers, amorcée dès l'automne 2014, s'accroît. Cette austérité post-2014 vient après dix années d'opulence inégalée dans l'histoire du royaume (boom pétrolier des années 1970 y compris), avec un prix moyen du pétrole de 100 dollars le baril entre 2003 et 2013. Ce contexte favorable a permis à Riyad de placer 800 milliards de dollars de liquidités en réserves de change et d'atténuer provisoirement la baisse des revenus de l'État en raison de la chute des prix.

Aujourd'hui, le contexte est tout autre. **L'actuel effondrement des prix pétroliers qui subit l'impact conjugué de la pandémie Covid-19 et de la guerre des prix pétroliers entre Riyad et Moscou, aura des conséquences bien plus sérieuses sur l'économie du royaume**, sachant que 80 % de ses revenus proviennent des recettes pétrolières. Ce contexte coïncide avec une politique

économique ambitieuse initiée par MBS mais sans résultat probant pour l'heure, associée à une politique étrangère interventionniste et parfois aventureuse.

MBS fait un calcul risqué en décidant aussitôt, en représailles au refus du Kremlin de réduire sa production lors de la réunion de l'OPEP Plus, le 6 mars 2020, d'augmenter à 12 millions de barils par jour (mbj) contre 9 de sa production pétrolière. **Riyad inonde le marché déjà saturé par une offre beaucoup plus abondante que la demande au moment où la pandémie progresse et provoque une récession économique mondiale inédite**. Cette guerre des prix conduit non seulement à l'effondrement des prix pétroliers pour atteindre le même mois 20 dollars contre 68 en janvier 2020 mais déclenche également la panique chez les petits producteurs de pétrole de schiste américains ainsi que la colère des grandes compagnies.

La méthode du coup de force, chère à MBS, relève davantage de sa volonté de préserver ses parts dans le marché pétrolier mondial, notamment asiatique (ses principaux clients), que de défier la Russie ou encore les États-Unis. **La guerre des prix semble avoir payé pour Riyad**, poussant Washington à intervenir afin d'inciter à réduire la production et Moscou à céder, en acceptant les termes de l'accord du 12 avril 2020 entérinant la baisse de 10 mbj. Ce faisant, le succès de Riyad n'aura qu'un impact limité avec une remontée des prix du baril autour de 30-35 dollars tant que la pandémie sévira, avec une économie mondiale presque à l'arrêt, l'asphyxie des hubs du Golfe contraignant ces riches pays à recourir au marché de la dette.

Le royaume, dont la réputation d'État paria s'est établie dans le monde, en raison de la guerre au Yémen et surtout de l'affaire Khashoggi – le journaliste saoudien assassiné au consulat saoudien d'Istanbul le 2 octobre 2018 –, **redevient l'interlocuteur clé au Moyen-Orient des grandes puissances** et tente de faire oublier les multiples ratés de sa politique régionale interventionniste.

Au niveau régional, les dirigeants saoudiens saisissent l'occasion de la lutte contre la pandémie pour la considérer comme une priorité absolue, d'où leur décision unilatérale d'annoncer un cessez-le-feu au Yémen le jeudi 9 avril, pour une période de deux semaines renouvelable, en espérant qu'il soit durable afin de se sortir d'un conflit armé désastreux qu'ils savent perdu. Riyad et son allié émirati mettent tout en œuvre pour fournir une aide matérielle au Yémen et empêcher la diffusion du Covid-19 dans un pays déjà dévasté. Riyad prend ainsi à contre-pied ses pires rivaux régionaux, l'Iran et aujourd'hui de plus en plus la Turquie qui ont tardé à réagir, laissant le virus se répandre.

Sans surprise, **le narratif accusant Téhéran d'avoir favorisé l'épidémie en Arabie et dans le Golfe s'intensifie**, les cinq premiers cas contrôlés positifs dans le royaume étant de retour d'un pèlerinage à Qom en Iran. De son côté, la Turquie, empêtrée dans un imbroglio politique, accuse Riyad d'être à l'origine de la diffusion du virus.

Sur la scène locale du Conseil de coopération du Golfe, se met en place une politique bien coordonnée entre les ministères de la Santé et de l'Intérieur des six monarchies composant ce bloc régional faisant presque oublier la crise qui a fait voler en éclats ce pacte régional, le 5 juin 2017, lorsque Riyad et Abu Dhabi ont imposé un embargo sans précédent contre Doha.

Par ailleurs, **la stigmatisation habituelle dans cette région de la main-d'œuvre bon marché asiatique et africaine sert dans le contexte local de la crise sanitaire de bouc émissaire**, comme en témoigne l'expulsion de milliers d'Éthiopiens par Riyad et Abu Dhabi. Parallèlement, on observe l'annonce par le roi Salman de la prise en charge par l'État saoudien des étrangers atteints par le Covid-19 et dont le visa est périmé, ainsi que de la livraison d'aide médicale à l'Éthiopie en provenance d'Abu Dhabi.

Au niveau national, l'Arabie saoudite semble avoir tiré les leçons dans sa gestion du Covid-19 de son expérience moins heureuse lors de la grave épidémie du MERS à laquelle elle a été confrontée en 2012. La gestion de la pandémie par le roi et son fils a consisté à **décréter rapidement des mesures fortes comme l'arrêt du petit pèlerinage (omra) dès la fin du mois de février 2020**,

avant même les premiers cas de contamination révélés le 2 mars. Qatif (province orientale à majorité chiite) a été la première grande cité mise sous quarantaine.

Un communiqué royal daté du 12 avril prolonge jusqu'à nouvel ordre le couvre-feu des principales cités du royaume, compte tenu de l'évolution de la pandémie qui a fait 79 victimes et plus de 5 862 cas confirmés (à la date du 15 avril). Le *New York Times* a évoqué la contamination de membres de la famille royale parmi lesquels le gouverneur de Riyad. Cette information bien que démentie n'interdit pas de penser qu'une partie de l'élite au pouvoir ou proche de celui-ci puisse être touchée par le virus, comme ailleurs dans le monde.

Le roi et son fils gèrent la crise de façon harmonieuse. À charge pour le premier, en tant que Gardien des deux lieux saints de l'islam, d'imposer les mesures strictes pour **interdire tout rassemblement religieux y compris la fermeture des lieux saints**, l'interdiction des prières collectives du vendredi, ainsi que le décalage probable du grand pèlerinage (Hadj) prévu à la fin du mois de juillet, ce qui serait une première depuis la création du royaume en 1932. Il revient à MBS de communiquer sur les modalités censées faciliter l'accès aux soins, mais aussi sur l'utilisation des applications sur smartphones, en plus de s'assurer du respect du confinement.

Comme dans d'autres États autoritaires, **ces décisions sont efficaces et s'accompagnent d'un narratif nationaliste que le prince a substitué au récit centré sur la dimension religieuse**. L'interdiction au public des espaces religieux va de pair avec la mise en veille de la nouvelle culture des loisirs introduite en 2016 par MBS.

Si la bonne gestion de la pandémie ajoutée au succès obtenu à l'issue de la « guerre des prix » a permis à Riyad de revenir au centre du jeu sur les scènes régionale et internationale, le royaume est à plus long terme attendu au tournant, une fois l'épidémie résolue. Il aura deux défis à relever : redresser son économie très affaiblie par la double crise sanitaire et pétrolière et restaurer ses relations avec Moscou et Washington mises à mal par le coup de force de MBS. ■

Dr Fatiha Dazi-Héni est spécialiste des monarchies du Golfe et de la péninsule Arabique à l'IRSEM. Elle est l'auteure notamment de L'Arabie saoudite en 100 questions, Paris, Tallandier, « Texto », 2018, 2^e éd. Contact : fatiha.dazi-heni@irse.fr